DÉVELOPPEMENT DU GAZ DE SCHISTE

L'impact environnemental existe mais peut être maîtrisé

L'impact sur l'environnement découlant du développement du gaz de schiste existe mais peut être maîtrisé. L'exploitabilité de cet hydrocarbure non conventionnel en Algérie n'est possible qu'à condition de réunir certains pré-requis.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le développement du gaz de schiste soulève des risques pour la nature et l'environnement, concèdent des experts du bureau d'étude canadien Golder Associés, spécialisé dans le consulting énergétique et environnemental, lors d'une journée technique et scientifique, organisée hier à l'hôtel Sheraton Club-des-Pins par l'Association algérienne de l'industrie du gaz (AIG).

Abordant la problématique sous l'angle scientifique et technique, la géophysicienne américaine Melinda Truskowski, la spécialiste polonaise des questions environnementales, Anna Kwasniewski, et l'expert canadien Gabriel Canahai ont ainsi explicité devant des universitaires et divers acteurs de l'industrie nationale du gaz les divers enjeux opérationnels, les impacts des opérations d'exploration et développement de ces gaz sur le sol, l'eau et la mer, les risques posés par l'utilisation de la fracturation hydraulique et la problématique de la gestion de l'eau et des déchets, ainsi que les contraintes d'ordre social, économique et technologique.

Néanmoins, des impacts gérables, des risques maîtrisables, considèrent ces experts, soucieux d'une bonne compréhension, dans la mesure où le développement de tels hydrocarbures non conventionnels doit s'accompagner de mesures de protection de l'environnement. Comme il doit être couplé à un contrôle efficient de la fracturation hydraulique (injection de grandes quantités d'eau et de sable ainsi que de composants chimiques pour libérer les gaz emprisonnés dans la roche), le recours à la modélisation et aux études notamment géophysiques et sismiques, le management efficace, le traitement et la bonne planification et évaluation ainsi qu'une gestion responsable de la ressource hydrique, la cémentation adéquate des puits…

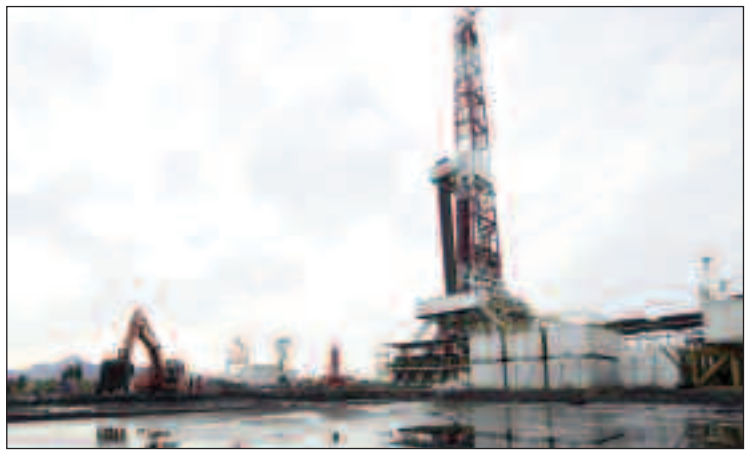

Photo : DR

Le développement du gaz de schiste implique des risques pour la nature et l'environnement.

En somme, l'utilisation des bonnes pratiques en ce domaine, à l'œuvre dans divers pays et notamment les Etats-Unis, le Canada, la Pologne et l'Australie, et d'autant que «des méthodes existent en vue de bien manager l'impact environnemental», relèvera la spécialiste polonaise. Une assertion qu'un membre dirigeant d'AIG, l'ancien P-dg de Sonatrach et ancien ministre des Ressources en eau, Abdelmadjid Attar, partagera en considérant que le développement de tels hydrocarbures non conventionnels est possible, en maîtrisant les techniques, en effectuant les travaux de recherche et d'exploration, en testant et en étudiant les conditions d'exploitabilité et en réunissant les conditions économiques et techniques. Toutefois, l'exploitabilité de tels hydrocarbures non conventionnels en Algérie n'est pas possible, opportune, assure Abdelmadjid Attar. Sonatrach, et par conséquent l'Algérie, n'ont actuellement «ni les moyens logistiques, ni les moyens financiers ni humains» pour concrétiser cette valorisation qui nécessite «des financements importants, une logistique extraordinaire en termes d'infrastructures de stockage et d'acheminement et des ressources humaines».

Comme le développement du gaz de schiste implique, selon ce dirigeant d'AIG, le recours incontournable au partenariat, dans le cas d'une exploitation rentable. De fait, Abdelmadjid Attar considérera que ce développement est possible «d'ici une dizaine, voire une quinzaine d'années», si ces pré-requis sont réunis.

Des pré-requis également en termes d'acceptation sociale, de transparence et de développement d'un débat large et rationnel, pourrait-on également observer.

C. B.

ILS ONT ORGANISÉ UN RASSEMBLEMENT NATIONAL HIER À BOUIRA

Les gardes communaux désormais en rangs serrés

Ce qui a été organisé symboliquement, il y a une quinzaine de jours, vient de se concrétiser réellement sur le terrain ce mercredi à Bouira : les délégués des 37 wilayas du pays où ce corps auxiliaire de sécurité a été créé, tant de la coordination nationale des gardes communaux de Hakim Chouaïb que ceux du mouvement national des gardes communaux libres de Lahlou Aliouat, se sont rencontrés dans la grande cour de la cité administrative au siège de la direction de la délégation de wilaya des gardes communaux.

Hier, à Bouira, et pour la première fois depuis des mois, c'est-à-dire depuis la scission entre les deux ailes, les anciens meneurs de ces deux groupes se sont rassemblés main dans la main, pour dire d'abord au ministre de l'Intérieur que «les gardes communaux sont unis et sont décidés plus que jamais à mener leur combat pour une reconnaissance de leurs sacrifices», dira Hakim Chouaïb qui rappelle que son rival d'hier, qu'est Aliouat Lahlou, n'a jamais rompu le dialogue avec lui et que même au plus profond de la crise entre les deux ailes sur la manière avec laquelle devait être mené le dialogue avec le pouvoir, ils se téléphonaient.

De son côté, Aliouat Lahlou dira que «désormais, le mouvement des gardes communaux est unifié et partira à la conquête de son honneur et de sa dignité en rangs serrés, et ce tant que l'idéal pour lequel il se bat depuis trois ans, n'est pas pris en charge».

Aussi, poursuit-il, «le rassemblement d'hier qui est venu à l'appel de la base pour nous voir unifiés de nouveau, est une occasion pour nous de peaufiner ensemble, une bonne feuille de route et les actions à entreprendre pour la faire admettre aux responsables». Quid du rassemblement du 1er mai prévu comme annoncé précédemment au niveau du tunnel de Bouzegza sur l'autoroute ? «Cette action est non seulement maintenue mais sera prolongée puisque nous comptons camper sur place jusqu'à ce que le pouvoir accepte de répondre favorablement à toutes nos revendications», dira-t-il.

Photo : DR

Les délégués des 37 wilayas hier à Bouira.

Des revendications réitérées encore une fois hier, surtout celles relatives aux pensions qui doivent être les mêmes que celles perçues par les retraités de l'ANP et avec la catégorie 12 et non la 6 comme c'est le cas pour le moment ; les cas des gardes communaux radiés du corps qui n'ont jamais été réintégrés, ceux réintégrés dans d'autres corps mais jamais payés, les veuves et les orphelins qui ne sont pas pris en charge, les soins pour les invalides et les handicapés à vie sont autant de points évoqués lors de ce rassemblement qualifié par les présents des plus réussis.

En tout cas, avec la réunification des rangs de ce corps, les gardes communaux qui se sont rendu compte que c'est l'union qui fait la force, ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Avec le rassemblement d'hier qui a drainé près d'un millier de gardes communaux, ils sont décidés à aller jusqu'au bout pour arracher le statut pour ce corps qui a été créé dans une conjoncture difficile mais qui a eu l'insigne honneur d'être là et de faire face au terrorisme, de défendre la République et de hisser le drapeau dans des zones où à l'époque, peu de gens pouvaient s'y hasarder, comme ces zones reculées dans des villages et autres hameaux qui pouvaient être rasés par les terroristes, n'étaient l'abnégation et le courage des gardes communaux. Un corps auxiliaire de sécurité dont l'effectif avoisinait les 120 000 agents et qui a quand même payé un lourd tribut avec 4668 martyrs et plus de 6000 blessés dont des handicapés à vie, des amputés, des infirmes, des malades chroniques, etc.

Cela étant, notons que lors de ce rassemblement, Hakim Chouaïb a dénoncé les manœuvres du ministre de l'Intérieur qui a encore une fois fait dans la manipulation en fabriquant un pseudo-conclave duquel, de connivence avec le conseiller du ministre de l'Intérieur, a été sorti un nouveau représentant des gardes communaux natif de la même wilaya que ce conseiller, à savoir Sidi Bel Abbès. «Un délégué qui est en train d'être manipulé et avec lequel le ministre est en train de dialoguer, ou plutôt soliloquer», dira enfin Hakim Chouaïb.

Y. Y.

Mobilis et l'Etusa lancent le Bus connecté

Mobilis et l'Etusa lancent pour la première fois en Algérie le BUS connecté, qui a pour but l'amélioration de la prestation de service aux voyageurs de l'établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa), en offrant un confort technologique pour mieux apprécier les déplacements.

Le lancement officiel de ce service se fera suite à la signature d'un protocole d'accord entre Mobilis et l'Etusa, lors d'une cérémonie officielle qui se tiendra ce jeudi 9 avril 2015 à 10h00 au niveau du siège de l'Etusa, sis à Ghermoul à Alger.

Une telle opération démontre encore une fois l'implication de Mobilis dans les projets de société de grande envergure en innovant et restant le percuteur dans ce type d'initiative, qui vient s'ajouter à ce qui a été concrétisé avec la Sonelgaz et Naftal.

Soyez les bienvenus !